**Délibération du CSE pour risque grave**

Le CSE de XXX a constaté l’existence d’un risque grave pour la santé des salariés.

Caractériser le risque en le nommant (RPS, risque chimique, etc.) et en se basant :

* Sur l’historique / un contexte de dégradation dans le temps
* Les alertes émises par le CSE, la Médecine du travail, l’inspection du travail
* Les accidents, les maladies pro, l’absentéisme
* Les indicateurs de charge
* …

Au regard de ces éléments, les membres représentant le personnel au CSE décident de recourir à une expertise pour risque grave, conformément à leurs missions de prévention inscrites à l’article L.2312-8 du Code du travail et en application des articles L.2315-80 et L.2315-96 du Code du travail.

La mission d’expertise a notamment pour objectifs :

* De procéder à l’analyse des situations de travail concernées par le risque grave constaté ;
* D’identifier et de diagnostiquer les risques professionnels à l’origine de la dégradation des conditions de travail ;
* D’aider le CSE à formuler des propositions de prévention des risques professionnels et d’amélioration des conditions de travail.

Le cahier des charges et le calendrier seront précisés entre l’expert et les membres représentant le personnel au CSE.

**Vote du principe de l’expertise :**

POUR :
 CONTRE :
 ABSTENTION :

Le principe de l’expertise étant décidé, les membres représentant le personnel au CSE désignent le cabinet PROGEXA, habilité par le Ministère du travail, sis 70 rue d’Hautpoul – 75019 PARIS.

**Vote du choix de l’expert :**

POUR :
 CONTRE :
 ABSTENTION :

Les membres représentant le personnel au CSE mandatent M./Mme XXX (secrétaire/membre titulaire du CSE) et, en cas d’empêchement M./Mme XXX (secrétaire/autre membre titulaire du CSE), pour coordonner les relations entre l’expert et le CSE et faire valoir les intérêts du CSE dans toute procédure administrative ou judiciaire liée à la présente décision, et plus généralement sur le respect de l’obligation de prévention, y compris pour ester en justice et désigner un avocat afin de les assister ou les représenter.

**Vote du mandat donné :**

POUR :
 CONTRE :
 ABSTENTION :

A XXX, le XXX

SIGNATURE DES VOTANTS :

COPIE REMISE EN MAIN PROPRE AU PRESIDENT DU CSE OU SON REPRESENTANT

Date

Signature